

Les services publics et le développement

Le manque d'accès aux services essentiels a des répercussions importantes dans le monde :

- chaque minute, une femme meurt durant sa grossesse ou son accouchement faute d'accès à des soins médicaux;
- chaque heure, 300 personnes meurent d'une maladie liée au sida;
- chaque jour, 4 000 enfants meurent de diarrhée, une maladie causée par l'eau insalubre;
- 72 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école (plus des deux tiers sont des filles);
- À l'échelle mondiale, 771 millions d'adultes sont analphabètes (64 % sont des femmes).

Les pays en développement prennent la situation en main

Plusieurs pays en développement ont réalisé des progrès considérables en matière d'accès aux services publics de base. Le Botswana, la Malaisie et l'État du Kerala en Inde ont réalisé des percées dans les domaines de la santé et de l'éducation que certains pays industrialisés ont pris plus de deux siècles à réaliser.

En dépit de ses moyens limités, le Sri Lanka – où un tiers de la population vit avec moins de 2 \$ par jour – assure des services gratuits de soins de santé et d'éducation à ses citoyens et affiche un des plus bas taux de mortalité au monde de femmes mourant en couches.

Toutefois, nombre de pays en développement n'ont pas les budgets ou les capacités nécessaires pour fournir de tels services en raison des dettes qu'ils doivent rembourser. Alors que 30 000 enfants meurent quotidiennement de maladies évitables, les pays les plus pauvres consacrent souvent plus d'argent au remboursement de leurs dettes qu'aux services de soins de santé et d'éducation.

L'endettement et la privatisation

L'extrême pauvreté contraint de nombreux pays à s'endetter. Trop souvent, les pays riches et leurs institutions – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) – imposent des conditions qui obligent les pays pauvres à privatiser des services aussi essentiels que l'approvisionnement en eau, les soins de santé et l'éducation. Ces « conditions » sont généralement assorties de plafonds sur les salaires et l'embauche de travailleurs dans le secteur public.

En conséquence, là où des services publics existent, les travailleurs, les enseignants et le personnel infirmier sont trop souvent surchargés et sous-payés. Depuis 1970, le salaire versé aux enseignants dans les pays les plus pauvres a été réduit de moitié.

De plus, la privatisation est assortie de frais d'utilisation de l'eau, des soins de santé et de l'éducation. Une récente étude démontre que, dans 89 des 103 pays les plus pauvres, les enfants doivent encore aujourd'hui payer pour fréquenter l'école.

Sans accès à des services d'eau publics, nombreux sont ceux contraints de s'approvisionner en eau chez des commerçants privés. Ces gens dépensent jusqu'à cinq fois plus par litre que les consommateurs mieux nantis qui ont accès à un réseau d'aqueduc.

Les fruits de la bonification de l'aide

L'aide internationale peut aussi jouer un rôle de premier plan pour garantir un meilleur accès aux services essentiels. Par exemple, grâce à de fortes hausses de l'aide allouée à l'éducation au cours des sept dernières années, 40 millions d'enfants de plus fréquentent aujourd'hui l'école.

Le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda ont tous bénéficié d'une aide accrue. Grâce à l'annulation de dettes et à une amélioration de l'aide qu'elle reçoit, la Zambie investit aujourd'hui 4 milliards \$ de plus dans ses programmes d'amélioration des écoles, de santé rurale et de lutte contre le VIH/sida. En 2006, le gouvernement de la Zambie a introduit la gratuité des soins de santé pour toutes ses populations rurales, éliminant du coup le régime de tickets modérateurs qui avait rendu inaccessibles les services de santé pour des millions de gens durant des années.

Le message est clair :

Les gouvernements des pays en développement doivent allouer une plus grande part de leur budget annuel à la prestation de services publics essentiels.

Les pays riches doivent soutenir les nations plus pauvres en annulant la dette, en bonifiant leur aide à long terme, particulièrement dans les secteurs des soins de santé et de l'éducation et en cessant d'encourager la privatisation des services publics essentiels.

**Une personne peut changer beaucoup de choses.
Imaginons ce que six millions de personnes pourraient faire !**

**AIDEZ OXFAM ET LE SCFP À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ
ET À DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS**

Pour en savoir plus, visitez www.oxfam.qc.ca et joignez-vous à la campagne Pour tous !